

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2000 — 851

[S - C - 2000/29127]

**11 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif à l'agrément des organismes d'adoption**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment l'article 50, modifié par le décret du 6 avril 1998;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances donné le 12 février 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 9 mars 1999;

Vu la délibération du Gouvernement, le 1<sup>er</sup> mars 1999, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre-Présidente ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 juin 1999,

Arrête :

**Titre Ier. — De l'agrément des organismes d'adoption**

**Article 1<sup>er</sup>.** Les personnes morales qui souhaitent servir d'intermédiaire à l'adoption d'enfants conformément à l'article 50 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse introduisent, en vue d'obtenir leur agrément en tant qu'organisme d'adoption, une demande auprès du Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions au moyen d'une lettre recommandée adressée à l'administration de l'aide à la jeunesse.

La demande est accompagnée d'un dossier comprenant les documents suivants :

1° un exemplaire des statuts de l'A.S.B.L. si l'organisme d'adoption est privé;

2° les noms et adresses, certificats de bonnes vie et mœurs destinés aux administrations publiques, copies certifiées conformes des diplômes et attestations de formation spécifique de toute personne occupée par l'organisme d'adoption;

3° les noms et adresses des autorités étrangères compétentes et, s'il échet, des intermédiaires à l'étranger de l'organisme d'adoption ainsi que les documents visés à l'article 8; est considéré comme intermédiaire à l'étranger, la personne physique ou morale qui sert de contact entre l'organisme d'adoption et les autorités étrangères compétentes;

4° le mode de travail et la philosophie de l'organisme, lesquels s'inscrivent dans le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant et des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international;

5° un spécimen du document visé à l'article 10, § 2.

A la demande d'agrément provisoire visée à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, est joint l'engagement du demandeur de remplir les obligations fixées aux chapitres Ier à V du présent titre.

A la demande d'agrément visée à l'article 12, § 2, le demandeur joint les documents établissant qu'il remplit les obligations fixées aux chapitres I à V du présent titre.

*CHAPITRE Ier. — Du personnel*

**Art. 2.** L'organisme d'adoption comprend l'équipe pluridisciplinaire visée à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 2°, du décret du 4 mars 1991 précité, une équipe administrative et une équipe de consultants.

L'équipe pluridisciplinaire comprend au moins :

1° un assistant social;

2° un licencié en psychologie;

3° un docteur en médecine.

Les membres de l'équipe pluridisciplinaire ne peuvent être en même temps membres du conseil d'administration.

L'équipe de consultants comprend au moins :

1° un docteur ou licencié en droit;

2° un docteur en médecine spécialisé en pédopsychiatrie.

Lorsque l'organisme d'adoption est privé, les droits et obligations réciproques entre les membres des équipes d'une part et l'organisme d'adoption d'autre part sont définis comme suit :

1° un membre au moins de l'équipe pluridisciplinaire est sous les liens d'un contrat de travail d'employé à temps plein ou à temps partiel;

2° les autres membres des équipes sont sous les liens d'un contrat de travail d'employé à temps plein ou à temps partiel ou concluent une convention de collaboration rémunérée ou une convention de coopération bénévole.

Tout changement dans les équipes est communiqué dans les quinze jours-calendrier à l'administration de l'aide à la jeunesse.

#### CHAPITRE II. — *De l'infrastructure*

**Art. 3.** L'organisme d'adoption dispose au moins :

1° d'un bureau et d'une salle d'attente aménagés séparément de manière à garantir le respect de la vie privée des parents d'origine, de l'enfant et des candidats adoptants;

2° d'un numéro de téléphone répertorié dans l'annuaire téléphonique au nom de l'organisme.

Une personne qualifiée doit être à la disposition du public au moins vingt heures par semaine, pendant les heures de bureau, les jours ouvrables.

#### CHAPITRE III. — *Des activités*

##### *Section 1re. — Activités relatives à l'enfant*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'étude médico-socio-psychologique de l'enfant visée à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 3°, *b*), du décret du 4 mars 1991 précité est établie avant l'attribution de l'enfant et selon le schéma constituant l'annexe I.

Il faut entendre par attribution de l'enfant, la proposition d'un enfant déterminé faite par l'organisme d'adoption aux candidats adoptants et confirmée par écrit dans la quinzaine, après un entretien avec ces derniers.

Seul un enfant considéré comme adaptable peut être attribué.

Un enfant est considéré comme adaptable lorsque le principe de subsidiarité est respecté et lorsque son statut juridique permet d'entamer une procédure d'adoption.

Le principe de subsidiarité implique qu'après avoir considéré toutes les possibilités de protection permanente de l'enfant, l'adoption envisagée s'avère la solution la plus adéquate pour celui-ci.

Lorsque l'enfant réside à l'étranger ou ne réside en Belgique que dans le cadre d'un projet d'adoption :

1° si une autorité est habilitée à prendre avant l'attribution de l'enfant une décision permettant d'entamer une procédure d'adoption, notamment eu égard aux consentements requis, une telle décision figure dans l'étude médico-socio-psychologique de l'enfant;

2° si aucune autorité n'est habilitée à prendre avant l'attribution de l'enfant une décision permettant d'entamer une procédure d'adoption, l'étude médico-socio-psychologique en fait mention et indique particulièrement les éléments de droit permettant de conclure que rien ne s'oppose à la poursuite de la procédure. Toutefois, dès qu'une autorité est habilitée à prendre ultérieurement à l'attribution de l'enfant une décision permettant de poursuivre ou de mener à terme la procédure d'adoption, copie de cette décision est jointe à l'étude.

§ 2. Lorsque l'enfant réside en Belgique, l'organisme d'adoption veille à sa préparation adéquate, tenant compte de son âge, de son degré de discernement et de sa personnalité.

Lorsque l'enfant réside à l'étranger, l'organisme d'adoption contribue à sa préparation dans son pays d'origine, notamment par l'envoi de photographies de la famille candidate à son adoption et de son environnement.

§ 3. L'organisme d'adoption assure le suivi de l'enfant :

1° en effectuant au moins une visite trimestrielle à son domicile, depuis le moment de son accueil chez les candidats adoptants jusqu'au moment de la transcription de la décision légale d'adoption;

2° en effectuant les rapports sollicités par les autorités du pays d'origine;

3° en restant à sa disposition pour toute aide et orientation en rapport avec son adoption, quel que soit son âge.

L'organisme d'adoption veille à ce que les candidats adoptants prennent les dispositions nécessaires afin que, pour chaque enfant, la décision légale d'adoption soit suivie d'effet en droit belge et qu'il bénéficie d'un statut identique à celui accordé en droit belge à tout enfant.

##### *Section 2. — Activités relatives aux parents d'origine résidant en Belgique*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque les parents d'origine résident en Belgique, les activités visées à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 3°, du décret du 4 mars 1991 précité consistent notamment, avant l'attribution de l'enfant telle que définie à l'article 4 :

1° à établir le contact avec ceux-ci afin qu'au cours d'un premier entretien :

a) ils puissent exprimer les motivations de leur demande;

b) ils soient informés sur les effets juridiques de leur décision et les implications psychologiques de celle-ci;

c) ils soient informés des alternatives à l'adoption;

2° à établir l'étude médico-socio-psychologique selon le schéma constituant l'annexe II;

3° à les préparer lors d'un deuxième entretien à l'adoption de leur enfant et, dans un but de verbalisation de la situation, les inviter à signer un document rédigé selon le schéma visé à l'annexe II.

§ 2. L'organisme d'adoption veille à apporter aux parents d'origine résidant en Belgique, à leur demande, l'aide adéquate pour assumer les conséquences psychologiques de l'adoption. Cette aide peut consister dans l'information relative aux services spécialisés dans le suivi des parents d'origine.

*Section 3. — Activités relatives aux parents d'origine résidant à l'étranger*

**Art. 6.** Lorsque les parents d'origine résident à l'étranger, l'organisme d'adoption veille à ce qu'une étude médico-socio-psychologique soit établie selon le schéma constituant l'annexe II avant l'attribution de l'enfant, telle que définie à l'article 4.

L'organisme d'adoption s'assure que son intermédiaire à l'étranger a procédé à la vérification dans le pays d'origine de l'enfant de l'inexistence d'autres possibilités de protection permanente de l'enfant dans le respect du principe de subsidiarité tel que défini à l'article 4.

*Section 4. — Activités relatives aux candidats adoptants*

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** L'information visée à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 3°, a), du décret du 4 mars 1991 précité comprend au moins :

- 1° un entretien au cours duquel sera notamment présenté l'organisme d'adoption, son mode de travail, sa philosophie ainsi que les causes d'irrecevabilité primaire de la candidature;
- 2° une information concernant la législation belge en matière d'adoption, notamment la documentation diffusée par l'administration de l'aide à la jeunesse;
- 3° en cas d'adoption internationale, un aperçu de la matière de l'adoption dans les pays d'origine, du point de vue de la législation, des procédures administrative et judiciaire et de la politique y relatives.

Pour toute information complémentaire, l'organisme d'adoption peut orienter les candidats adoptants vers tout service de la Communauté française public ou privé, spécialisé dans l'information en matière d'adoption.

§ 2. L'étude médico-socio-psychologique des candidats adoptants visée à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 3°, b), du décret du 4 mars 1991 précité est établie avant l'attribution de l'enfant, telle que définie à l'article 4, par l'équipe pluridisciplinaire selon le schéma constituant l'annexe III. Son élaboration comprend au moins :

- 1° deux entretiens avec l'assistant social dont un au domicile des candidats adoptants;
- 2° un entretien avec le psychologue;
- 3° un entretien avec le médecin.

Au terme de ces entretiens, l'étude doit permettre de constater que les candidats adoptants sont qualifiés et aptes à adopter, conformément à l'article 5, a), de la Convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale reproduit à l'annexe III.

L'étude médico-socio-psychologique est examinée collégalement par l'équipe pluridisciplinaire réunie qui statue par décision motivée sur la candidature.

La décision est prise dans les six mois qui suivent le premier entretien visé au présent paragraphe, sauf désistement. Elle est communiquée par écrit dans les quinze jours-calendrier aux candidats adoptants.

Lorsque la décision est défavorable, le courrier adressé aux candidats adoptants leur propose un entretien personnel pendant lequel les motifs du refus de leur candidature sont exposés. Cet entretien est confirmé à leur demande par un courrier reprenant les motifs du refus. L'intervention de l'organisme d'adoption est clôturée et le rapport médico-socio-psychologique ne peut être transmis, sans préjudice de l'article 11.

Lorsque la décision est favorable, l'organisme d'adoption établit avec les candidats adoptants une convention spécifiant les droits et obligations réciproques selon le schéma constituant l'annexe IV. Le dossier peut être transmis à un autre organisme d'adoption agréé ou est transmis à l'administration de l'aide à la jeunesse, avec l'accord écrit des candidats ou à leur demande écrite.

L'organisme d'adoption recherche pour chaque enfant les parents adoptifs les plus appropriés.

L'attribution de l'enfant, telle que définie à l'article 4, ne peut avoir lieu qu'après la signature de la convention entre l'organisme d'adoption et les candidats adoptants.

Dans le cadre d'une adoption réalisée par l'intermédiaire d'un organisme d'adoption agréé, un contact entre les candidats adoptants et les parents de l'enfant ou toute autre personne dont le consentement est requis pour l'adoption de l'enfant ne peut avoir lieu que lorsque les consentements requis ont été donnés de façon définitive, sauf si l'adoption est prévue entre membres d'une même famille. Lorsque son consentement est requis, l'enfant lui-même n'est pas visé par cette disposition.

§ 3. La préparation des candidats adoptants visée à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 3°, c), du décret du 4 mars 1991 précité comprend des rencontres entre candidats adoptants portant notamment sur les thèmes suivants :

- 1° l'arrivée de l'enfant et les premiers mois d'adaptation réciproque;
- 2° l'information précoce de l'enfant sur son adoption;
- 3° les loyautés familiales;
- 4° l'adolescence;
- 5° la comparaison entre la filiation adoptive et biologique;
- 6° en cas d'adoption internationale, le pays d'origine de l'enfant dans son contexte socio-économique et culturel.

L'organisme d'adoption peut adapter la préparation des candidats adoptants lorsque ces derniers en ont bénéficié précédemment. Il peut également confier la préparation des candidats adoptants à un service de la Communauté française, public ou privé, spécialisé à cet effet. L'administration examine la possibilité de confier à ce service la préparation des candidats adoptants en tenant compte de la compétence des professionnels qui composent ce service ainsi que du contenu de la formation proposée. Au cas où le service ne répond plus à des exigences de professionnalisme, que ce soit au niveau de la qualité de ses intervenants ou du contenu de la formation, l'administration de l'aide à la jeunesse notifie à l'organisme d'adoption son refus de la poursuite de la formation des candidats adoptants par ce service.

§ 4. L'organisme d'adoption assure le suivi des candidats adoptants visé à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 3°, c), du décret du 4 mars 1991 précité :

- 1° en effectuant au moins une visite trimestrielle à leur domicile, depuis le moment de l'accueil de l'enfant jusqu'au moment de la transcription de la décision légale d'adoption;
- 2° en effectuant les rapports sollicités par les autorités du pays d'origine;
- 3° en restant à leur disposition pour toute aide et orientation en rapport avec l'adoption et en leur proposant des informations et des réunions de contact avec d'autres adoptants.

*Section 5. — Des intermédiaires à l'étranger*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. L'organisme d'adoption conclut une convention de collaboration avec l'intermédiaire à l'étranger visé à l'article 1<sup>er</sup>. L'intermédiaire à l'étranger réside ou a son siège social dans le pays concerné.

Toute collaboration envisagée avec un pays étranger, une entité territoriale d'un pays étranger ou un intermédiaire à l'étranger doit recueillir l'accord préalable de l'administration de l'aide à la jeunesse.

§ 2. L'organisme d'adoption transmet une demande à l'administration de l'aide à la jeunesse et y annexe les documents suivants :

- 1° une traduction française de la législation en matière d'adoption en vigueur dans chacun des pays ou entités territoriales de pays concernés, notamment quant aux conditions requises, aux formes et effets, ainsi qu'en matière d'intermédiaire à l'adoption;
- 2° l'identité de l'intermédiaire à l'étranger et le document attestant de son agrément auprès des autorités locales ainsi que les noms et adresses des dites autorités.

Lorsque la législation du pays d'origine de l'enfant ne prévoit ni ne requiert cet agrément, l'organisme d'adoption transmet à l'administration de l'aide à la jeunesse :

- 1° une attestation officielle d'honorabilité de l'intermédiaire à l'étranger, établie par une autorité habilitée de son pays de résidence;
- 2° un document signé par l'autorité locale compétente attestant qu'elle respecte le principe de subsidiarité tel que défini à l'article 4 et précisant l'origine et le statut juridique des enfants pouvant être proposés à l'adoption selon la loi applicable. Au cas où ce document ne peut être établi par cette autorité, l'organisme d'adoption atteste de manière motivée de cette impossibilité et précise l'origine et le statut juridique des enfants pouvant être proposés à l'adoption selon la loi applicable;
- 3° un document signé par l'intermédiaire à l'étranger par lequel il s'engage à respecter la loi applicable et le principe de subsidiarité tel que défini à l'article 4.

L'administration de l'aide à la jeunesse examine la demande transmise par l'organisme d'adoption en sollicitant, le cas échéant, l'aide de toute autorité ou organisme compétent et vérifie :

- 1° si l'intermédiaire à l'étranger respecte la loi applicable, l'intérêt supérieur de l'enfant et les droits fondamentaux qui sont reconnus à ce dernier en droit international;
- 2° si le pays étranger, l'entité territoriale d'un pays étranger et l'intermédiaire à l'étranger respectent le principe de la subsidiarité tel que défini à l'article 4.

Le rapport d'activités transmis annuellement conformément à l'article 11 par l'organisme d'adoption à l'administration de l'aide à la jeunesse comprend une évaluation du travail accompli par les intermédiaires à l'étranger.

L'organisme d'adoption répond du respect, par l'intermédiaire à l'étranger, du principe de subsidiarité tel que défini à l'article 4, de l'intérêt supérieur de l'enfant et des droits fondamentaux qui sont reconnus à ce dernier en droit international.

*Section 6. — De la formation continuée*

**Art. 9.** Conformément à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 3°, f), du décret du 4 mars 1991 précité, les membres de l'équipe pluridisciplinaire suivent annuellement une formation continuée organisée ou reconnue par l'administration de l'aide à la jeunesse.

Ils font superviser leur travail au moins annuellement par une personne ou un service spécialisés en la matière, après accord de l'administration de l'aide à la jeunesse.

*CHAPITRE IV. — De la transparence financière*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Toute somme payée par les candidats adoptants doit être prévue et justifiée. Exceptionnellement, des sommes imprévues peuvent être réclamées à des candidats adoptants pour autant :

- a) qu'elles correspondent à des dépenses réellement exposées par l'organisme d'adoption pour leur dossier;
- b) que ces dépenses soient indispensables au règlement de leur dossier;
- c) qu'elles soient justifiées par des documents probants.

Aucun don de la part de candidats adoptants ne peut être accepté par l'organisme d'adoption avant la décision légale d'adoption.

§ 2. L'organisme d'adoption soumet aux candidats adoptants un document les informant précisément de leur engagement financier.

Ce document comprend au moins les rubriques suivantes :

- 1° le coût global approximatif de l'adoption;
- 2° les détails des prestations et frais compris dans le montant global, notamment :
  - a) la gratuité de l'entretien visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>;
  - b) les frais d'ouverture du dossier d'un maximum de 15 754 francs indexés, constituant un forfait couvrant la constitution du dossier et les deux entretiens avec l'assistant social visés à l'article 7, § 2;

c) le forfait pour frais de gestion d'un maximum de 69 056 francs indexés, constituant notamment une participation dans les frais de fonctionnement de l'organisme. Ces frais consistent notamment dans les frais de bureau, les frais de déplacement des membres de l'équipe pluridisciplinaire, l'amortissement du matériel et du mobilier, la location du bureau, son chauffage et son éclairage;

d) la liste et le montant des frais réels antérieurs à la décision statuant sur la candidature visée à l'article 7, § 2, alinéa 4, soit l'entretien avec le psychologue et l'entretien avec le médecin visés au même article, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>;

e) la liste et le montant approximatif des frais réels postérieurs à la décision favorable visée à l'article 7, § 2, alinéa 6. Ces frais sont notamment les frais de préparation des candidats adoptants visés à l'article 7, § 3 et les frais du suivi, préalable à la décision légale d'adoption, visé aux articles 4, § 3 et 7, § 4. En cas d'adoption internationale, ces frais sont notamment les honoraires de l'avocat étranger, les frais de procédure judiciaire étrangère et les frais de traduction des documents étrangers;

3° les modalités de paiement. Le document précise notamment :

a) *qua persona*, si les frais réels sont payés directement par les candidats adoptants ou indirectement, via l'organisme d'adoption qui les justifie par des documents probants;

b) *qua tempus*, les étapes du paiement qui s'échelonne au moins comme suit :

— un premier paiement, relatif aux frais d'ouverture du dossier qui ne peut être effectué qu'après l'entretien visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>;

— un deuxième paiement, relatif au forfait pour frais de gestion, qui ne peut être effectué qu'après la communication écrite visée à l'article 7, § 2, alinéa 4. Dans le cas où la candidature est rejetée, seuls les deux tiers du forfait sont exigibles;

4° une clause de réserve énonçant le principe de paiements exceptionnels visés au § 1<sup>er</sup> du présent article;

5° une clause énonçant le principe du droit de chacune des parties de résilier la convention visée à l'article 7, § 2, alinéa 6, ses modalités d'exercice et ses conséquences financières. L'organisme d'adoption ne peut résilier la convention que pour un des cinq motifs suivants :

a) la situation des candidats adoptants s'écarte notablement de l'étude médico-sociopsychologique initiale;

b) les candidats adoptants ont dissimulé des éléments déterminants dans la décision d'acceptation de la candidature;

c) les candidats adoptants se soustraient à la préparation prévue à l'article 7, § 3;

d) les candidats adoptants refusent sans motifs valables la proposition d'adoption;

e) les candidats adoptants ne respectent pas les termes de la convention.

Aucune clause de résiliation d'office pour non-paiement des indemnités ne peut être prévue dans la convention. Toute résiliation est signalée dans les 7 jours-calendrier à l'administration de l'aide à la jeunesse. Les paiements effectués à l'organisme d'adoption lui restent acquis sauf décision contraire des tribunaux compétents;

6° une clause énonçant que lorsque la durée de l'attente de l'enfant dépasse le délai d'un an qui court à dater de la décision visée à l'article 7, § 2, alinéa 4, l'équipe pluridisciplinaire revoit ladite décision afin d'examiner si les éléments qui l'ont déterminée ne se sont pas modifiés notablement. Les frais éventuels qui en résultent sont à charge des candidats adoptants sauf lorsque le retard est imputable à l'organisme d'adoption.

§ 3. Pour l'indexation des montants visés au § 2, alinéa 2, 2°, b) et c), qui sont liés à l'indice pivot 138.01, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, modifiée par les arrêtés subséquents.

#### CHAPITRE V. — *De la tenue des documents administratifs*

**Art. 11.** Conformément à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 3°, e), du décret du 4 mars 1991 précité, l'organisme d'adoption transmet à l'administration de l'aide à la jeunesse, à la fin du premier trimestre de chaque année, un rapport d'activités circonstancié établi selon le schéma constituant l'annexe V du présent arrêté.

L'organisme d'adoption tient en outre à la disposition des membres du personnel de l'administration de l'aide à la jeunesse chargés de l'inspection :

1° un dossier individuel pour chaque candidature;

2° une fiche individuelle présentée sous la forme d'un schéma figurant à la même annexe;

3° un relevé des recettes et des dépenses globales;

4° la liste d'attente.

Sans préjudice des dispositions relatives au secret professionnel, l'accès aux dossiers est réservé aux membres des équipes visées à l'article 2 et aux membres du personnel de l'administration de l'aide à la jeunesse chargés de l'inspection.

Les personnes intéressées peuvent prendre connaissance des pièces qui les concernent, à l'exclusion des rapports médico-socio-psychologiques, ceux-ci pouvant être consultés par leurs avocats.

L'équipe pluridisciplinaire peut, par décision collégiale, autoriser l'accès aux dossiers lorsque l'accomplissement d'une recherche en sciences humaines le justifie.

Les dossiers sont communiqués au Procureur du Roi, à sa demande.

Les dossiers sont conservés indéfiniment.

En cas de dissolution de l'organisme, les archives sont transmises à l'administration de l'aide à la jeunesse.

CHAPITRE VI. — *De l'examen des demandes d'agrément*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Une demande d'agrément provisoire est introduite par le demandeur sur la base du dossier requis visé à l'article 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3.

Seule l'introduction de tous les documents requis donne lieu à accusé de réception délivré au demandeur par le secrétaire de la commission d'agrément visée à l'article 46 du décret du 4 mars 1991 précité.

Dans les trois mois à compter de l'accusé de réception, la commission rend un avis portant sur la conformité de l'organisme d'adoption.

Le secrétaire de la commission informe le Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions et le demandeur de l'avis qui a été rendu.

Dans le mois qui suit la réception de cet avis, le Ministre précité peut accorder un agrément provisoire pour une durée maximum d'un an.

Il informe le demandeur et la commission de la suite qui est réservée à la demande.

§ 2. La demande d'agrément est introduite dans les neuf mois qui suivent la décision d'agrément provisoire par le demandeur sur la base du dossier requis visé à l'article 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 4.

Seule l'introduction de tous les documents requis donne lieu à accusé de réception délivré au demandeur par le secrétaire de la commission d'agrément.

Dans les trois mois à compter de l'accusé de réception, la commission rend un avis portant sur la conformité de l'organisme d'adoption.

Lorsque les circonstances ne permettent pas d'apprécier tous les éléments de la cause, ce délai peut être prolongé d'une durée égale. Il en est de même lorsqu'il apparaît de l'examen de la demande que, quoique toutes les conditions d'agrément ne soient pas remplies, elles pourraient l'être au cours de ce nouveau délai.

Le secrétaire de la commission informe le Ministre précité et le demandeur de l'avis qui a été rendu.

Dans le mois qui suit la réception de cet avis, le Ministre précité informe le demandeur et la commission de la suite qui est réservée à la demande.

§ 3. Lorsque l'avis relatif à une demande d'agrément visée au § 1<sup>er</sup> ou 2 du présent article n'a pas été rendu dans le délai prévu, le Ministre précité peut convoquer la commission d'office. Dans ce cas, celle-ci délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

§ 4. En cas de refus d'agrément, le Ministre précité en informe le demandeur par décision motivée. Celui-ci ne peut introduire de nouvelle demande qu'un an au moins après que le refus ait été signifié.

§ 5. La Commission se prononce sur l'agrément des organismes d'adoption, sur la base d'un rapport administratif comprenant :

- 1° le rapport juridique relatif à la conformité de droit de chaque organisme à la lettre et à l'esprit de la réglementation en matière d'agrément des organismes d'adoption;
- 2° le rapport d'inspection relatif à la conformité de fait de chaque organisme à la lettre et à l'esprit de la réglementation visée au primo ci-dessus;

Ce rapport comprend un avis sur le professionnalisme de l'équipe pluridisciplinaire de chaque organisme et sur la qualité de l'information des candidats adoptants ainsi que sur la préparation et le suivi de ceux-ci

A ce rapport sont annexées les plaintes ou informations susceptibles d'éclairer la Commission d'agrément sur ledit organisme d'adoption.

Les plaintes sont instruites et les informations vérifiées par le service d'inspection de l'administration.

§ 6. Conformément à l'article 46, § 4, du décret du 4 mars 1991 précité, le Ministre désigne un membre de l'administration de l'aide à la jeunesse comme expert de la Commission; il est appelé à siéger lorsque la Commission traite de l'agrément d'un organisme d'adoption. La Commission peut lui demander de présenter oralement une synthèse des rapports visés au § 5.

CHAPITRE VII. — *Du retrait d'agrément*

**Art. 13.** En application de l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, du décret du 4 mars 1991 précité, est considéré comme ne satisfaisant plus aux conditions d'agrément, l'organisme qui notamment :

- 1° ne remplit plus les obligations visées au présent arrêté;
- 2° fait obstacle à l'inspection visée à l'article 50, § 3, du décret du 4 mars 1991 précité; cette inspection a lieu au moins une fois par an;
- 3° réalise ou modifie le placement en adoption d'un enfant en violation des décisions légales intervenues dans son pays d'origine;
- 4° reçoit des dons en violation de l'article 10, § 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Sur avis de la commission d'agrément, le Ministre peut décider que la décision de retrait d'agrément ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai maximum de six mois pendant lequel l'organisme d'adoption peut mener à leur terme les conventions en cours qui le lient aux candidats adoptants.

## TITRE II. — De l'octroi de subventions

**Art. 14.** Conformément à l'article 50, § 2, du décret du 4 mars 1991 précité, le Gouvernement peut, dans les limites du budget, accorder aux organismes d'adoption des subventions d'un montant de 47.116 francs indexés pour chaque enfant adopté par leur intermédiaire qui, faute d'adoption, serait :

- 1° soit à la charge des centres publics d'aide sociale;
- 2° soit à la charge de l'administration de l'aide à la jeunesse.

Pour l'indexation du montant précité, qui est lié à l'indice-pivot 138.01, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, modifiée par les arrêtés subséquents.

## TITRE III. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

**Art. 15.** Est assimilée à un titulaire du diplôme d'assistant social la personne qui, avant le 22 décembre 1991, exerçait, avec le titre d'infirmier social, les activités visées à l'article 7, § 2.

**Art. 16.** Les fonctionnaires de l'administration de l'aide à la jeunesse chargés de l'application du présent arrêté suivent une formation spécifique, organisée par l'administration précitée, relative à la problématique de l'adoption et à la spécificité des organismes d'adoption.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Les organismes d'adoption agréés au 31 mars 1999 peuvent continuer jusqu'au 31 mars 2000 les collaborations conformes à la base légale abrogée par l'article 18 du présent arrêté en cours avec un pays étranger, une entité territoriale d'un pays étranger ou un intermédiaire à l'étranger.

§ 2. Pendant ce délai, ils sollicitent l'accord de l'administration de l'aide à la jeunesse pour les collaborations visées au § 1<sup>er</sup> conformément à l'article 8, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

§ 3. L'accord de l'administration de l'aide à la jeunesse visé au § 2 est rendu conformément à l'article 8, § 2, alinéa 3. Si l'administration de l'aide à la jeunesse ne marque pas son accord sur une ou plusieurs collaborations visées au § 1<sup>er</sup>, celle(s)-ci cesse(nt) immédiatement.

**Art. 18.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juillet 1991 relatif à l'agrément des organismes d'adoption est abrogé.

**Art. 19.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 20.** Le Ministre qui a l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,  
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

L. ONKELINX

### Annexe I

L'étude médico-socio-psychologique de l'enfant comprend :

- I. les éléments permettant son identification;
- II. des informations relatives :
  - 1° à son développement :
    - a) physique;
    - b) psychique, affectif, émotionnel;
    - c) intellectuel;
  - 2° à son environnement actuel :
    - a) description du lieu où il est élevé (ex. : famille, institution, etc.);
    - b) description de son éducation et de ses habitudes (ex. : caractère religieux, horaires stricts, etc.);
- III. la preuve que le principe de subsidiarité, tel que défini à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, est respecté ainsi que les éléments qui permettent de conclure que le statut juridique de l'enfant permet d'entamer une procédure d'adoption;
- IV. la perception de son adoption, de ses appréhensions, de ses espérances par l'enfant;
- V. lorsqu'il s'agit d'un enfant résidant à l'étranger, une photographie récente :
  - 1° de l'enfant;
  - 2° de son entourage et de son environnement;

VI. un rapport de santé reprenant toute information utile :

1° relatif à la naissance, notamment : date, lieu, poids, taille, périmètre crânien, circonstances particulières néonatales;

2° relatif à la santé de l'enfant, notamment :

a) vaccin contre l'hépatite B. contre la rougeole;

b) BCG, cicatrice BCG;

c) diabète;

d) malaria;

e) test HIV — a-t-il été fait ? à quel âge ?

f) développement psycho-moteur;

g) état des yeux, ouïe, cœur, poumons, foie, rate, système neurologique;

h) traumatismes, accidents;

i) âge de l'enfant : déclaré, estimé, réel.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 relatif à l'agrément des organismes d'adoption.

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,  
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

L. ONKELINX

---

#### Annexe II

A. L'étude médico-socio-psychologique des parents d'origine de l'enfant comprend :

I. des éléments d'identification;

II. des informations relatives :

1° à leur milieu socio-économique;

2° à leur santé;

3° au déroulement physique et psychique :

a) de la grossesse;

b) de la naissance;

4° aux motivations de leur demande.

B. I. Le document devant favoriser la verbalisation par les parents d'origine résidant en Belgique de la situation vécue comprend au moins une déclaration selon laquelle :

1° ils ne souhaitent pas élever l'enfant eux-mêmes;

2° ils remettent l'enfant à l'organisme d'adoption afin qu'il soit confié à des candidats adoptants;

3° ils affirment avoir pris leur décision en connaissance de cause;

4° ils s'engagent à ne pas perturber la vie de la famille adoptive.

II. Le document stipule :

1° qu'il ne vaut pas consentement à l'adoption;

2° que le consentement ne pourra être donné que devant le notaire ou le juge de paix et, dans le cas de nouveaux-nés, lorsque la loi belge est applicable, qu'après le deuxième mois qui suit la naissance.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 relatif à l'agrément des organismes d'adoption.

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,  
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

L. ONKELINX

---

#### Annexe III

A. L'étude médico-socio-psychologique des candidats adoptants comprend :

I. des éléments d'identification des parents adoptifs et des autres membres proches de la famille (ex. : grands-parents,...);

II. un certificat médical attestant qu'ils ne sont pas atteints de maladies ou d'handicaps tels qu'ils risqueraient de compromettre la santé ou l'éducation de l'enfant;

III. la preuve qu'une information suffisante leur a été donnée :

1° quant aux effets juridiques de l'adoption;

2° quant aux aspects psychologiques de l'adoption;



IV. des informations relatives :

- 1° à leur motivation quant à l'adoption;
- 2° à leur potentiel de réponse adéquate aux besoins des enfants adaptables en général;
- 3° à leurs revenus, à leur milieu socio-économique et culturel;
- 4° à leur logement;
- 5° à leurs conceptions en matière d'éducation;
- 6° aux réactions de la fratrie préexistante et du proche entourage;

V. une photographie récente de la famille.

B. Article 5 de la Convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale :

Les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'Etat d'accueil :

- a) ont constaté que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter;
- b) se sont assurées que les futurs parents adoptifs ont été entourés des conseils nécessaires; et
- c) ont constaté que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans cet Etat.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 relatifs à l'agrément des organismes d'adoption.

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,  
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

L. ONKELINX

---

#### Annexe IV

Lorsque la candidature des parents adoptifs est retenue, l'organisme d'adoption passe avec ceux-ci une convention qui comprend au moins les rubriques suivantes :

I. Obligations de l'organisme d'adoption envers les candidats adoptants :

- 1° gérer le dossier avec diligence et probité;
- 2° donner par écrit toute information utile concernant l'avancement du dossier, à la demande des candidats adoptants.

II. Obligations des candidats adoptants :

- 1° informer loyalement l'organisme d'adoption de tout élément susceptible de déterminer la décision de l'équipe pluridisciplinaire;
- 2° suivre la préparation;
- 3° accepter le suivi ainsi que tout entretien ultérieur jugé nécessaire par l'équipe pluridisciplinaire;
- 4° payer les montants convenus selon les modalités prévues;
- 5° ne pas avoir de contact au sens de l'article 7, § 2, alinéa 9;
- 6° respecter la convention conclue avec l'organisme d'adoption.

III. Droits des candidats adoptants :

- 1° connaître l'état d'avancement du dossier;
- 2° demander une autre proposition d'enfant :
  - a) si celui-ci ne pouvait plus leur être confié pour raison de force majeure (décès, fait arbitraire de l'Etat étranger);
  - b) s'ils ont de bonnes raisons de craindre que l'enfant ne s'intègre pas dans leur foyer.

IV. Le document visé à l'article 10, § 2, fait partie intégrante de la convention.

V. Signature, date.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 relatif à l'agrément des organismes d'adoption.

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,  
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

L. ONKELINX

---

#### Annexe V

1. Le rapport annuel d'activité comprend notamment :

1° le nombre de candidatures :

- a) introduites, à savoir celles ayant fait l'objet d'un entretien d'information;
- b) investiguées, à savoir celles ayant fait l'objet de la réalisation d'une étude socio-médico-psychologique;
- c) retenues, à savoir celles ayant fait l'objet d'une convention entre l'organisme d'adoption et les candidats adoptants;
- d) rejetées : les motifs de rejet sont mentionnés;

e) la liste d'attente, à savoir le nombre de candidatures retenues mais en attente au 31 décembre de l'année concernée par le rapport;

2° le nombre d'enfants confiés à une famille pendant l'année concernée par le rapport; le nombre d'adoptions simples et plénières transcrites durant la même année en précisant si elles ont été réalisées en Belgique ou à l'étranger;

3° la liste des pays d'origine des enfants et des pays d'accueil de ceux-ci;

4° la liste des activités de formation continuée;

5° le nom du service ou de la personne qui assure la supervision de l'équipe pluridisciplinaire;

6° le récapitulatif de tout événement grave notamment :

a) tout changement dans les équipes visées à l'article 2;

b) toute rupture de convention avec des candidats adoptants;

c) toute modification des relations internationales de l'organisme d'adoption;

d) tout arrêt ou toute rupture de collaboration avec un intermédiaire à l'étranger;

7° l'évaluation du travail accompli par les intermédiaires à l'étranger de l'organisme;

8° la traduction des modifications législatives concernant les documents transmis conformément à l'article 8;

9° les interventions effectuées auprès des parents d'origine résidant en Belgique conformément à l'article 5.

II. La fiche individuelle reprend les dates des différentes étapes du dossier ainsi que les dates des paiements, la nature et le montant de ceux-ci :

1° date de la demande;

2° date de l'entretien d'information;

3° date de chacun des quatre entretiens visés au § 2 de l'article 7 :

a) date du paiement des frais d'ouverture du dossier et montant de ceux-ci;

b) date du paiement des honoraires des psychologue et médecin et montant de ceux-ci;

4° date de la réunion de l'équipe pluridisciplinaire visée au § 2, alinéa 3, de l'article 7;

5° date de la communication de la décision statuant sur la candidature et date de l'entretien sollicité le cas échéant par les candidats adoptants;

6° date de la convention entre l'organisme d'adoption et les candidats adoptants;

7° date du paiement du forfait pour frais de gestion et montant de celui-ci :

8° date et thèmes de chacune des réunions de préparation visées au § 3 de l'article 7, montant des frais réclamés pour chacune d'elles et date de leur paiement;

9° date des visites constituant le suivi obligatoire minimum visé au § 4 de l'article 7, montant des frais réclamés pour chacune d'elles et date de leur paiement;

10° liste des autres frais réels, montant de chacun d'eux et date de leur paiement;

11° date de l'arrivée de l'enfant chez les adoptants;

12° pour une adoption réalisée en Belgique, la date de la transcription du jugement d'adoption simple ou plénière; pour une adoption réalisée à l'étranger, soit la date de la décision légale étrangère définitive, simple ou plénière, la date de la transcription dans les registres d'état civil de la décision légale étrangère et, le cas échéant, de l'acte de naissance étranger, soit la date de la transcription du nouveau jugement d'adoption simple ou plénière prononcé en Belgique;

13° s'il échet, les motifs de l'absence de transcription de la décision légale d'adoption et les solutions envisagées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 relatif à l'agrément des organismes d'adoption.

VERTALING  
**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

N. 2000 — 851

[C — 2000/29127]

**11 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
 betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 50, gewijzigd bij het decreet van 6 april 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 februari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 maart 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 1 maart 1999 over de aanvraag om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 mei 1999 met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort;

Na beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juni 1999,

Besluit :

**TITEL I. — De erkenning van de adoptie-instellingen**

**Artikel 1.** Om hun erkenning als adoptie-instelling te bekomen, dienen de rechtspersonen die overeenkomstig artikel 50 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd als tussenpersoon wensen op te treden inzake kinderadoptie, per aangetekende brief gericht tot het bestuur voor de hulpverlening aan de jeugd, een aanvraag in bij de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort.

Samen met de aanvraag wordt er een dossier ingediend met de volgende documenten :

1° een exemplaar van de statuten van de VZW indien de adoptie-instelling een privé-instelling is;

2° de namen en adres, getuigschriften van goed zedelijk gedrag en zeden bestemd voor de openbare besturen, voor eensluidend verklaarde afschriften van de diploma's en getuigschriften van specifieke opleiding voor iedere persoon tewerkgesteld bij de adoptie-instelling;

3° de namen en adressen van de bevoegde autoriteiten in het buitenland en desgevallend, van de tussenpersonen in het buitenland van de adoptie-instelling alsook de documenten bedoeld bij artikel 8; wordt beschouwd als tussenpersoon in het buitenland, de natuurlijke of rechtspersoon die als tussenschakel optreedt tussen de adoptie-instelling en de bevoegde autoriteiten in het buitenland;

4° de werkwijze en de filosofie van de instelling, die overeenstemmen met de eerbiediging van het hoger belang van het kind en de fundamentele rechten die hem in het internationaal recht zijn toegekend;

5° een specimen van het document bedoeld bij artikel 10, § 2.

Bij de aanvraag om voorlopige erkenning bedoeld in artikel 12, § 1, wordt de akte gevoegd waarin de aanvrager zich ertoe verbindt de verplichtingen bedoeld in de hoofdstukken I tot V van deze titel na te komen.

Bij de aanvraag om erkenning bedoeld bij artikel 12, § 2, voegt de aanvrager de documenten waarin gesteld wordt dat hij beantwoordt aan de verplichtingen bepaald in de hoofdstukken I tot V van deze titel.

*HOOFDSTUK I. — Het personeel*

**Art. 2.** De adoptie-instelling bestaat uit de multidisciplinaire ploeg bedoeld bij artikel 50, § 1, lid 3, 2°, van voormeld decreet van 4 maart 1991, een administratieve ploeg en een ploeg van consultants.

De multidisciplinaire ploeg bestaat uit ten minste :

1° een maatschappelijk assistent;

2° een licentiaat in de psychologie;

3° een doctor in de geneeskunde.

De leden van de multidisciplinaire ploeg mogen niet tegelijkertijd lid zijn van de raad van bestuur.

De ploeg van de consultants bestaat uit ten minste :

1° een doctor of een licentiaat in de rechten;

2° een doctor in de geneeskunde, gespecialiseerd in de pedopsychiatrie.

Wanneer de adoptie-instelling een private instelling is, worden de wederzijdse rechten en plichten tussen de leden van de ploegen enerzijds en de de adoptie-instelling anderzijds als volgt vastgesteld :

1° ten minste een lid van de multidisciplinaire ploeg staat onder een arbeidsovereenkomst voor bedienden met voltijdse of deeltijdse dagtaak;

2° de andere leden van de ploeg staan onder een arbeidsovereenkomst voor bedienden met voltijdse of deeltijdse dagtaak of sluiten een overeenkomst van bezoldigde medewerking of een overeenkomst van vrijwillige medewerking.

Elke wijziging in de ploegen wordt binnen de veertien kalenderdagen aan het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd medegedeeld.

*HOOFDSTUK II. — De infrastructuur*

**Art. 3.** De adoptie-instelling beschikt over ten minste :

1° een bureau en een wachtzaal afgezonderd en zo aangelegd dat de eerbiediging van het privé-leven van de oorspronkelijke ouders, van het kind en van de kandidaat-adoptanten wordt gewaarborgd;

2° een telefoonnummer dat in de telefoongids vermeld is onder de naam van de instelling.

Een bevoegde persoon moet op de werkdagen ten minste twintig uren per week ter beschikking van het publiek staan, tijdens de openingsuren van het bureau.

HOOFDSTUK III. — *De activiteiten**Afdeling 1.* — Activiteiten met betrekking tot het kind

**Art. 4.** § 1. Het medisch-socio-psychologisch onderzoeksdossier van het kind bedoeld bij artikel 50, § 1, lid 3, 3°, b), van voormeld decreet van 4 maart 1991 wordt opgemaakt voordat het kind wordt toevertrouwd en volgens het schema als bijlage I.

Onder toevertrouwing van het kind moet verstaan worden het aanbieden van een bepaald kind door de adoptie-instelling aan de kandidaat-adoptanten en schriftelijk bevestigd binnen de veertien dagen, na een onderhoud met deze kandidaten.

Enkel een kind dat beschouwd wordt als adopteerbaar mag toevertrouwd worden.

Een kind wordt als adopteerbaar beschouwd wanneer het principe van subsidiariteit nageleefd wordt en wanneer zijn juridisch statuut toelaat een adoptieprocedure in te stellen.

Het principe van subsidiariteit veronderstelt dat de overwogen adoptie de best geschikte oplossing blijkt te zijn voor het kind, nadat al de mogelijkheden tot permanente bescherming van het kind onderzocht werden.

Indien het kind in het buitenland verblijft of slechts in België verblijft in het kader van een adoptieproject :

1° staat een dergelijke beslissing vermeld in het medisch-socio-psychologisch onderzoeksdossier van het kind indien vóór de toevertrouwing van het kind een overheid gemachtigd is een beslissing te nemen die toelaat een adoptieprocedure in te stellen, inzonderheid gelet op de vereiste toestemmingen;

2° wordt er in het medisch-socio-psychologisch onderzoeksdossier van het kind melding gemaakt van het feit dat er vóór de toevertrouwing van het kind geen overheid gemachtigd is een beslissing te treffen die toelaat een adoptieprocedure in te stellen, en in het bijzonder worden de rechtsargumenten erin vermeld die toelaten te besluiten dat er niets belet de procedure verder te zetten.

Zodra een autoriteit gemachtigd is een beslissing te nemen die toelaat de adoptieprocedure verder te zetten of ze af te werken, doch later dan de toevertrouwing van het kind, wordt er evenwel een afschrift van die beslissing bij het dossier gevoegd.

§ 2. Wanneer het kind in België verblijft, zorgt de adoptie-instelling voor zijn aangepaste voorbereiding, rekening houdend met zijn leeftijd, zijn onderscheidingsvermogen en zijn persoonlijkheid.

Wanneer het kind in het buitenland verblijft, werkt de adoptie-instelling mee aan zijn voorbereiding in zijn land van herkomst, inzonderheid door het opzenden van foto's van de familie die het kind wenst te adopteren en van het leefmilieu.

§ 3. De adoptie-instelling zorgt voor de begeleiding van het kind :

1° door hem ten minste om de drie maanden een bezoek aan huis te brengen, vanaf het ogenblik van zijn opvang bij de kandidaat-adoptanten tot op het ogenblik van de overschrijving van de wettelijke beslissing tot adoptie;

2° door de verslagen op te stellen die door de overheden van het land van herkomst worden gevraagd;

3° door te zijner beschikking te blijven voor elk hulpbetoon en elke oriëntering in verband met zijn adoptie, ongeacht zijn leeftijd.

De adoptie-instelling zorgt ervoor dat de kandidaat-adoptanten de nodige schikkingen treffen opdat voor ieder kind in Belgisch recht gevolg wordt gegeven aan de wettelijke beslissing tot adoptie en dat het kind een gelijkwaardig statuut krijgt als het statuut dat aan ieder kind in het Belgisch recht wordt toegekend.

*Afdeling 2.* — Activiteiten met betrekking tot de oorspronkelijke ouders die in België verblijven

**Art. 5.** § 1. Wanneer de oorspronkelijke ouders in België verblijven, komen de activiteiten bedoeld bij artikel 50, § 1, lid 3, 3°, van voormeld decreet van 4 maart 1991 er onder meer op neer, vóór de toevertrouwing van het kind, zoals bepaald bij artikel 4 :

1° het contact met die ouders aan te knopen opdat zij tijdens een eerste onderhoud :

a) de motiveringen van hun aanvraag zouden kunnen verwoorden;

b) ingelicht zouden zijn over de juridische gevolgen van hun beslissing en de psychologische implicaties ervan;

c) ingelicht zouden worden over de alternatieven ten opzichte van de adoptie;

2° het medisch-socio-psychologisch onderzoeksdossier op te stellen volgens het schema als bijlage II;

3° hen tijdens een tweede onderhoud voor te bereiden op de adoptie van hun kind en, om de situatie in woorden uit te drukken, hen te verzoeken een document te ondertekenen opgesteld volgens het schema bedoeld in bijlage II.

§ 2. De adoptie-instelling zorgt ervoor de geschikte bijstand aan de oorspronkelijke ouders die in België verblijven op hun verzoek te geven om de psychologische gevolgen van de adoptie te aanvaarden. Deze hulpverlening kan erin bestaan informatie te verstrekken over de diensten gespecialiseerd in de begeleiding van de oorspronkelijke ouders.

*Afdeling 3.* — Activiteiten met betrekking tot de oorspronkelijke ouders die in het buitenland verblijven

**Art. 6.** Wanneer de oorspronkelijke ouders in het buitenland verblijven, zorgt de adoptie-instelling ervoor dat er een medisch-socio-psychologisch onderzoeksdossier vóór de in artikel 4 bepaalde toevertrouwing van het kind wordt samengesteld volgens het schema als bijlage II.

De adoptie-instelling vergewist er zich van dat haar tussenpersoon in het buitenland nagegaan heeft of er geen andere mogelijkheden bestonden in het land van herkomst van het kind om het kind permanent te beschermen, in naleving van het principe van subsidiariteit, zoals bepaald bij artikel 4.

*Afdeling 4.* — Activiteiten met betrekking tot de kandidaat-adoptanten

**Art. 7.** § 1. De informatie bedoeld bij artikel 50, § 1, lid 3, 3°, a) van voormeld decreet van 4 maart 1991 omvat ten minste :

1° een onderhoud tijdens hetwelk onder meer uitleg wordt gegeven over de adoptie-instelling, haar werkwijze, haar filosofie alsook de redenen voor de primaire onontvankelijkheid van de kandidatuur;

2° informatie over de Belgische wetgeving inzake adoptie, inzonderheid de documentatie verspreid door het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd;

3° in geval van internationale adoptie, een overzicht van de materie van de adoptie in de landen van herkomst, gezien vanuit de wetgeving, de administratieve en gerechtelijke procedures en het daarbij behorend beleid.

Voor alle bijkomende inlichting, kan de adoptie-instelling de kandidaat-adoptanten naar elke privé- of openbare dienst van de Franse Gemeenschap, gespecialiseerd in informatie over adoptie, verwijzen.

§ 2. Het medisch-socio-psychologisch onderzoeksdossier van de kandidaat-adoptanten bedoeld bij artikel 50, § 1, lid 3, 3°, b) van voormeld decreet van 4 maart 1991 wordt door de multidisciplinaire ploeg opgemaakt vóór de in artikel 4 bepaalde toevertrouwing van het kind volgens het schema als bijlage III. De uitwerking ervan omvat ten minste :

- 1° twee gesprekken met de maatschappelijk assistent waaronder een ten huize van de kandidaat-adoptanten;
- 2° een onderhoud met de psycholoog;
- 3° een onderhoud met de arts.

Op het einde van deze gesprekken, moet het onderzoek toelaten tot de vaststelling te komen dat de kandidaat-adoptanten bevoegd en bekwaam zijn om over te gaan tot de adoptie, overeenkomstig artikel 5, a), van het Verdrag van 29 mei 1993 inzake de internationale samenwerking en de bescherming van kinderen op het gebied van interlandelijke adoptie, vermeld in bijlage III.

Het medisch-socio-psychologisch onderzoeksdossier wordt collegiaal onderzocht door de multidisciplinaire ploeg in vergadering, die zich bij gemotiveerde beslissing uitspreekt over de kandidatuur.

De beslissing wordt genomen binnen de zes maanden die volgen op het eerste onderhoud bedoeld bij deze paragraaf, tenzij de kandidaten hebben afgezien van de adoptie. Zij wordt aan de kandidaat-adoptanten binnen de veertien kalenderdagen schriftelijk medegedeeld.

Wanneer de beslissing ongunstig is, wordt in de brief aan de kandidaat-adoptanten voorgesteld een persoonlijk onderhoud te aanvaarden tijdens hetwelk de redenen van de afwijzing van hun kandidatuur hen zullen uiteengezet worden. Dit onderhoud wordt op hun verzoek bevestigd in een brief waarin de redenen van de afwijzing worden opgenomen. De tussenkost van de adoptie-instelling is afgesloten en het medisch-socio-psychologisch verslag mag niet doorgezonden worden, onverminderd artikel 11.

Wanneer de beslissing gunstig is, stelt de adoptie-instelling een overeenkomst op met de kandidaat-adoptanten, waarin de wederzijdse rechten en plichten nader worden bepaald volgens het schema als bijlage IV. Het dossier kan naar een andere erkende adoptie-instelling gestuurd worden of doorgestuurd naar het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd, mits schriftelijke toestemming van de kandidaten of op hun schriftelijk verzoek.

De adoptie-instelling zoekt voor ieder kind de best geschikte adoptie-ouders op.

De toevertrouwing van het kind, zoals bepaald bij artikel 4, mag slechts geschieden na de ondertekening van de overeenkomst tussen de adoptie-instelling en de kandidaat-adoptanten.

In het kader van een adoptie gerealiseerd via een erkende adoptie-instelling, kan er slechts een contact plaatshebben tussen de kandidaat-adoptanten en de ouders van het kind of iedere andere persoon wiens toestemming vereist is voor de adoptie van het kind, wanneer de toestemmingen definitief werden gegeven, behoudens wanneer de adoptie voorzien is tussen leden van eenzelfde familie. Wanneer zijn toestemming vereist is, is het kind zelf niet betrokken bij deze bepaling.

§ 3. In de voorbereiding van de kandidaat-adoptanten bedoeld bij artikel 50, lid 3, 3°, c), van voormeld decreet van 4 maart 1991, zijn er ontmoetingen voorzien tussen kandidaat-adoptanten tijdens welke onder andere de volgende thema's worden besproken :

- 1° de aankomst van het kind en de eerste maanden van het wederzijds wennen;
- 2° de vroegtijdige inlichting en voorlichting van het kind over zijn adoptie;
- 3° de familiale zin voor rechtschapenheid;
- 4° de adolescentie;
- 5° de vergelijking tussen de adoptieve en de biologische afstamming;

6° in geval van internationale adoptie, het land van herkomst van het kind in zijn socio-economische en culturele context.

De adoptie-instelling kan de voorbereiding van de kandidaat-adoptanten aanpassen wanneer zij er reeds vroeger een hebben gevolgd. Zij kan eveneens de voorbereiding van de kandidaat-adoptanten toevertrouwen aan een openbare of private dienst van de Franse Gemeenschap die terzake gespecialiseerd is. Het bestuur onderzoekt de mogelijkheid om de voorbereiding van de kandidaat-adoptanten aan deze dienst toe te vertrouwen, rekening houdend met de bekwaamheid van de beroepsmensen waaruit deze dienst bestaat alsook met de inhoud van de aangeboden opleiding. Ingeval deze dienst niet meer beantwoordt aan de eisen inzake beroepsvaardigheid, ongeacht of het nu het niveau van de kwaliteit van zijn optredende personen of de inhoud van de opleiding betreft, geeft het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd aan de adoptie-instelling kennis van zijn weigering de opleiding van de kandidaat-adoptanten door deze dienst verder te zetten.

§ 4. De adoptie-instelling zorgt voor de begeleiding van de kandidaat-adoptanten bedoeld bij artikel 50, § 1, lid 3, 3°, c), van voormeld decreet van 4 maart 1991 :

- 1° door hen ten minste om de drie maanden een bezoek aan huis te brengen, vanaf het ogenblik van de opvang van het kind tot op het ogenblik van de overschrijving van de wettelijke beslissing tot adoptie;
- 2° door de verslagen op te stellen die door de overheden van het land van herkomst worden gevraagd;
- 3° door te hunner beschikking te blijven voor elk hulpbetoon en elke oriëntering in verband met de adoptie en door hen inlichtingen en contactvergaderingen met andere adoptanten te beleggen.

#### *Afdeling 5. — Tussenpersonen in het buitenland*

**Art. 8.** § 1. De adoptie-instelling sluit een samenwerkingsovereenkomst met de tussenpersoon in het buitenland bedoeld bij artikel 1. De tussenpersoon in het buitenland verblijft of heeft zijn maatschappelijke zetel in het betrokken land.

Voor elke samenwerking die met een vreemd land, met een territoriale entiteit van een vreemd land of met een tussenpersoon in het buitenland wordt overwogen, moet men de toestemming van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd voorafgaandelijk gekregen hebben.

§ 2. De adoptie-instelling zendt een aanvrag naar het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd door en voegt er de volgende documenten bij :

1° een vertaling in het Frans van de wetgeving over adoptie die van kracht is in elk land of in elke territoriale entiteit van de betrokken landen, inzonderheid wat betreft de gestelde voorwaarden, de vormen en gevolgen, alsook inzake tussenpersoon voor de adoptie;

2° de identiteit van de tussenpersoon in het buitenland en het document ter bevestiging van zijn erkenning bij de plaatselijke autoriteiten alsook de namen en adressen van bedoelde autoriteiten.

Wanneer de wetgeving van het land van herkomst van het kind deze erkenning noch voorziet noch vereist, zendt de adoptie-instelling naar het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd :

1° een officieel attest van eerbaarheid van de tussenpersoon in het buitenland, opgesteld door een gemachtigde autoriteit van zijn land van verblijf;

2° een document ondertekend door de bevoegde plaatselijke overheid waarbij wordt bevestigd dat zij het principe van subsidiariteit eerbiedigt zoals bepaald bij artikel 4, met nadere inlichting over de afkomst en het juridisch statuut van de kinderen die kunnen aangeboden worden voor de adoptie, volgens de toepasselijke wet. Ingeval de autoriteit dat document niet kan opstellen, bezorgt de adoptie-instelling een gemotiveerde getuigenis van deze onmogelijkheid en geeft nadere inlichting over de afkomst en het juridisch statuut van de kinderen die kunnen aangeboden worden voor de adoptie, volgens de toepasselijke wet;

3° een document ondertekend door de tussenpersoon in het buitenland waarbij hij zich ertoe verbindt de toepasselijke wet en het principe van subsidiariteit, zoals bepaald bij artikel 4, na te leven.

Het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd onderzoekt de aanvraag die door de adoptie-instelling werd doorgezonden en doet, desgevallend, een beroep op de hulp van gelijk welke bevoegde autoriteit of instelling en gaat na of :

1° de tussenpersoon in het buitenland de toepasselijke wet, het hoger belang van het kind en de fundamentele rechten die aan dit kind door het internationaal recht zijn toegezegd, in acht neemt;

2° het vreemde land, de territoriale eenheid van een vreemd land en de tussenpersoon in het buitenland het principe van subsidiariteit, zoals bepaald bij artikel 4, naleven.

Het activiteitenverslag dat overeenkomstig artikel 11 door de adoptie-instelling jaarlijks naar het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd wordt doorgezonden omvat een evaluatie van het werk verricht door de tussenpersonen in het buitenland.

De adoptie-instelling is verantwoordelijk voor de naleving, door de tussenpersoon in het buitenland, van het principe van subsidiariteit zoals bepaald bij artikel 4, van het hoger belang van het kind en van de fundamentele rechten die hem zijn toegezegd in het internationaal recht.

#### *Afdeling 6. — De voortgezette opleiding*

**Art. 9.** Overeenkomstig artikel 50, § 1, lid 3, 3°, f), van voormeld decreet van 4 maart 1991 volgen de leden van de multidisciplinaire ploeg jaarlijks een voortgezette opleiding georganiseerd of erkend door het bestuur voor hulpverleningen aan de jeugd.

Zij laten hun werk ten minste jaarlijks superviseren door een persoon of een dienst gespecialiseerd ter zake, na akkoord van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd.

#### *HOOFDSTUK IV. — De financiële doorzichtigheid*

**Art. 10.** § 1. Elk door de kandidaat-adoptanten betaald bedrag moet vooruit bepaald en verantwoord zijn.

Uitzonderlijk mogen er onvoorziene bedragen geëist worden van kandidaat-adoptanten voor zover :

- a) zij overeenstemmen met uitgaven die door de adoptie-instelling werkelijk werden gedaan voor hun dossier;
- b) deze uitgaven onontbeerlijk zijn voor de regeling van hun dossier;
- c) zij verantwoord worden met bewijsdocumenten.

Geen schenking van de kandidaat-adoptanten mag door de adoptie-instelling in ontvangst genomen worden vóór de wettelijke beslissing tot adoptie.

§ 2. De adoptie-instelling legt aan de kandidaat-adoptanten een document voor waardoor zij nauwkeurig ingelicht worden over hun geldelijke investering.

Dit document bevat ten minste de volgende rubrieken :

- 1° de approximatieve globale kostprijs van de adoptie;
- 2° de gedetailleerde prestaties en kosten begrepen in het globaal bedrag, inzonderheid :
  - a) de kosteloosheid van het onderhoud bedoeld bij artikel 7, § 1;
  - b) de kosten voor het openen van het dossier voor een geïndexeerd maximumbedrag van 15.754 F, een forfaitair bedrag dat de samenstelling van het dossier en de twee gesprekken met de maatschappelijk assistent bedoeld bij artikel 7, § 2 dekt;
  - c) het vast bedrag voor beheerskosten voor een maximum van 69.056 frank, geïndexeerd, wat onder meer een deelneming in de werkingskosten van de instelling inhoudt. Deze kosten bestaan onder andere uit bureaukosten, reiskosten van de leden van de multidisciplinaire ploeg, afschrijving van het materieel en het meubilair, huurkosten van het bureau, zijn verwarming en zijn verlichting;
  - d) de lijst en het bedrag van de werkelijke kosten voorafgaand aan de beslissing over de kandidatuur bedoeld bij artikel 7, § 2, lid 4, ofwel het onderhoud met de psycholoog en het onderhoud met de arts, bedoeld in hetzelfde artikel, § 2, lid 1;

e) de lijst en het approximatief bedrag van de werkelijke kosten die werden betaald na de gunstige beslissing bedoeld bij artikel 7, § 2, lid 6. Die kosten zijn onder andere de kosten voor de voorbereiding van de kandidaat-adoptanten bedoeld bij artikel 7, § 3 en de kosten voor de begeleiding die aan de wettelijke beslissing tot adoptie voorafgaat, bedoeld bij de artikelen 4, § 3 en 7, § 4. In geval van internationale adoptie, vloeien die kosten onder meer voort uit de erelonen van de buitenlandse advocaat, de kosten voor buitenlandse gerechtelijke procedure en de kosten voor de vertaling van buitenlandse documenten;

3° de betalingswijzen. Het document preciseert onder meer dat :

a) qua persona, indien de werkelijke kosten rechtstreeks of onrechtstreeks worden betaald door de kandidaat-adoptanten, via de adoptie-instelling die ervoor verantwoording geeft met bewijsstukken;

b) qua tempus, de fasen van de betaling die zich ten minste als volgt spreidt :

— een eerste betaling betreffende de kosten voor het openen van het dossier die maar kan verricht worden na het onderhoud bedoeld bij artikel 7, § 1;

— een tweede betaling betreffende het forfaitair bedrag voor de beheerskosten die maar kan verricht worden na de schriftelijke mededeling bedoeld bij artikel 7, § 2, lid 4. Ingeval de kandidatuur wordt verworpen, mogen enkel de twee derde van het forfaitair bedrag geëist worden;

4° een clause van voorbehoud waarbij het principe van buitengewone betalingen bedoeld bij § 1 van dit artikel wordt ingeroepen;

5° een clause waarbij het principe wordt vermeld van het recht van elke partij de bij artikel 7, § 2, lid 6, bedoelde overeenkomst, haar uitvoeringsmodaliteiten en haar financiële gevolgen te op te zeggen. De adoptie-instelling mag de overeenkomst slechts opzeggen voor een van de volgende vijf redenen :

a) de toestand van de kandidaat-adoptanten wijkt gevoelig af van het oorspronkelijk medisch-socio-psychologisch onderzoek;

b) de kandidaat-adoptanten hebben gegevens verdoken die determinant zijn voor de beslissing de kandidatuur te aanvaarden;

c) de kandidaat-adoptanten ontwijken de in artikel 7, § 3 bedoelde voorbereiding;

d) de kandidaat-adoptanten weigeren zonder geldige redenen het voorstel van adoptie;

e) de kandidaat-adoptanten leven de termen van de overeenkomst niet na.

Geen clause inzake ambtshalve opzegging wegens niet-betaling van de vergoedingen mag in de overeenkomst bepaald zijn. Elke opzegging wordt binnen de 7 kalenderdagen medegedeeld aan het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd. De betalingen aan de adoptie-instelling blijven haar verworven, behoudens andersluidende beslissing van de bevoegde rechtbanken;

6° een clause waarin wordt bepaald dat wanneer de duur tijdens welke op het kind wordt gewacht de termijn van een jaar overschrijdt die begint te lopen vanaf de bij artikel 7, § 2, lid 4 bedoelde beslissing, de multidisciplinaire ploeg bedoelde beslissing herzielt om na te gaan of de gegevens die deze beslissing hebben beïnvloed niet aanzienlijk gewijzigd zijn. De eventuele kosten die eruit voortvloeien, vallen ten laste van de kandidaat-adoptanten, behoudens wanneer de achterstand te wijten is aan de adoptie-instelling.

§ 3. Voor de indexatie van de bedragen bedoeld bij § 2, lid 2, 2°, b) en c), die gekoppeld zijn aan de spilindex 138.01, wordt de wet van 2 augustus 1971 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, gewijzigd bij de daarop volgende besluiten.

#### HOOFDSTUK V. — *Het bijhouden van de administratieve documenten*

**Art. 11.** Overeenkomstig artikel 50, § 1, lid 3, 3°, e), van voormeld decreet van 4 maart 1991, zendt de adoptie-instelling op het einde van het eerste trimester van elk jaar naar het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd een omslachtig activiteitenverslag op, opgesteld volgens het schema als bijlage V bij dit besluit.

De adoptie-instelling houdt bovendien ter beschikking van de personeelsleden van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd belast met de inspectie :

1° een individueel dossier voor elke kandidatuur;

2° een individuele steekkaart in de vorm van een schema, die in dezelfde bijlage voorkomt;

3° een lijst van de globale ontvangsten en uitgaven;

4° een wachtlijst.

Onverminderd de bepalingen inzake beroepsgeheim, is de toegang tot de dossiers voorbehouden voor de leden van de ploegen bedoeld bij artikel 2 en voor de personeelsleden van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd belast met de inspectie.

De betrokken personen kunnen kennis nemen van de stukken die hen aanbelangen, met uitsluiting van de medisch-socio-psychologische verslagen, die door hun advocaten kunnen ingezien worden.

De multidisciplinaire ploeg kan, bij collegiale beslissing, de toegang tot de dossiers veroorloven wanneer de verwezenlijking van een onderzoek inzake human resources het verantwoordt.

De dossiers worden medegedeeld aan de Procureur des Konings, op zijn verzoek.

De dossiers worden voor onbepaalde duur bewaard.

Ingeval van ontbinding van de instelling, wordt het archief overgezonden aan het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd.

#### HOOFDSTUK VI. — *Het onderzoek van de aanvragen om erkenning*

**Art. 12.** § 1. Een voorlopige aanvraag om erkenning wordt door de aanvrager ingediend op basis van het vereiste dossier bedoeld bij artikel 1, leden 2 en 3.

Alleen de indiening van alle vereiste documenten geeft aanleiding tot een bewijs van ontvangst afgeleverd aan de aanvrager door de secretaris van de erkenningscommissie bedoeld bij artikel 46 van voormeld decreet van 4 maart 1991.

Binnen de drie maanden, te rekenen vanaf het bewijs van ontvangst, brengt de commissie een advies uit over de conformiteit van de adoptie-instelling.

De secretaris van de commissie stelt de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort alsook de aanvrager op de hoogte van het uitgebracht advies.

Binnen de maand die volgt op de ontvangst van dit advies, kan voornoemde Minister een voorlopige erkenning toestaan voor een maximale duur van een jaar.

Hij licht de aanvrager en de commissie in over het gevolg dat aan zijn aanvraag wordt gegeven.

§ 2. De aanvraag om erkenning wordt door de aanvrager ingediend binnen de negen maanden die volgen op de beslissing tot voorlopige erkenning op basis van het vereiste dossier bedoeld bij artikel 1, leden 2 en 4.

Alleen de indiening van alle vereiste documenten geeft aanleiding tot een bewijs van ontvangst afgeleverd aan de aanvrager door de secretaris van de erkenningscommissie.

Binnen de drie maanden, te rekenen vanaf het bewijs van ontvangst, brengt de commissie een advies uit over de conformiteit van de adoptie-instelling.

Wanneer de omstandigheden niet toelaten alle gegevens van de zaak te beoordelen, kan deze termijn met een wettelijke duur verlengd worden. Hetzelfde geldt wanneer uit het onderzoek van de aanvraag blijkt dat, ofschoon niet alle voorwaarden voor de erkenning vervuld zijn, zij niettemin vervuld zouden zijn tijdens die nieuwe termijn.

De secretaris van de commissie stelt voornoemde Minister alsook de aanvrager op de hoogte van het uitgebracht advies.

Binnen de maand die volgt op de ontvangst van dit advies, licht voornoemde Minister de aanvrager en de commissie in over het gevolg dat aan de aanvraag wordt gegeven.

§ 3. Wanneer het advies over een aanvraag om erkenning, bedoeld bij § 1 of 2 van dit artikel, niet binnen de voorziene termijn werd uitgebracht, kan voornoemde Minister ambtshalve de commissie bijeenroepen. In dat geval beraadslaagt en beslist zij geldig, ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 4. In geval van weigering van de erkenning, licht voornoemde Minister bij gemotiveerde beslissing de aanvrager in. Deze mag slechts ten minste een jaar na de betekening van de weigering een nieuwe aanvraag indienen.

§ 5. De Commissie spreekt zich uit over de erkenning van de adoptie-instellingen op basis van een administratief verslag bestaande uit :

1° het juridisch verslag over de rechtsconformiteit van elke instelling naar de letter en naar de geest van de reglementering inzake erkenning van de adoptie-instellingen;

2° het inspectieverslag over de conformiteit van elke instelling naar de letter en naar de geest van de reglementering bedoeld in 1° hierboven.

Dit verslag omvat een advies over de beroepsvaardigheid van de multidisciplinaire ploeg van elke instelling en over de degelijkheid van de informatie bezorgd aan de kandidaat-adoptanten alsook over hun voorbereiding en hun begeleiding.

Bij dit verslag worden de klachten of informatie gevoegd, die de erkenningscommissie inlichtingen kunnen verschaffen over bedoelde adoptie-instelling.

De klachten worden onderzocht en de inlichtingen nagegaan door de inspectiedienst van het bestuur.

§ 6. Overeenkomstig artikel 46, § 4, van voormeld decreet van 4 maart 1991, stelt de Minister een lid van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd aan als deskundige van de Commissie; hij wordt verzocht de vergaderingen bij te wonen wanneer de Commissie handelt over de erkenning van een adoptie-instelling. De Commissie kan hem vragen een mondelinge samenvatting van de bij § 5 bedoelde verslagen te geven.

#### HOOFDSTUK VII. — *De intrekking van de erkenning*

**Art. 13.** Met toepassing van artikel 50, § 1, lid 5, van voormeld decreet van 4 maart 1991 wordt beschouwd als instelling die niet meer voldoet aan de voorwaarden voor de erkenning, de instelling die onder meer :

1° de bij dit besluit bedoelde verplichtingen niet meer vervult;

2° zich verzet tegen de inspectie bedoeld bij artikel 50, § 3, van voormeld decreet van 4 maart 1991; deze inspectie heeft ten minste eenmaal per jaar plaats;

3° de plaatsing in adoptie van een kind uitvoert of wijzigt in overtreding van de wettelijke beslissingen die in zijn land van herkomst werden getroffen;

4° schenkingen ontvangt in overtreding met artikel 10, § 1 van dit besluit.

Op advies van de erkenningscommissie kan de Minister beslissen dat de beslissing tot intrekking van de erkenning slechts uitwerking zal hebben bij het verstrijken van een maximale termijn van zes maanden tijdens welke de adoptie-instelling de lopende overeenkomsten kan afhandelen die haar met de pleegkandidaten binden.

#### TITEL II. — *De toekenning van toelagen*

**Art. 14.** Overeenkomstig artikel 50, § 2, van voormeld decreet van 4 maart 1991, kan de Regering, binnen de perken van de begroting, aan de adoptie-instellingen toelagen toekennen voor een indexeerbaar bedrag van 47.116 frank voor ieder kind dat door hun toedoen werd geadopteerd, en dat, zonder adoptie :

1° ofwel ten laste van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn zou vallen;

2° ofwel ten laste van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd zou vallen.

Voor de indexering van voormeld bedrag, gekoppeld aan de spilindex 138.01, wordt de wet van 2 augustus 1971 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, gewijzigd bij de daarop volgende besluiten.

#### TITEL III. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 15.** Wordt gelijkgesteld met een titularis van het diploma van maatschappelijk assistent, hij die vóór 22 december 1991, de bij artikel 7, § 2 bedoelde activiteiten uitoefende als houder van het bekwaamheidsbewijs van maatschappelijk verpleger.

**Art. 16.** De ambtenaren van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd belast met de toepassing van dit besluit volgen een specifieke opleiding, georganiseerd door voormeld bestuur, die betrekking heeft op de problematiek van de adoptie en de specificiteit van de adoptie-instellingen.

**Art. 17.** § 1. De adoptie-instellingen erkend op 31 maart 1999 mogen tot 31 maart 2000 de samenwerkingsverbanden conform de wettelijke basis opgeheven bij artikel 18 van dit besluit, blijven dooruitwerken indien zij nog aan de gang zijn met een vreemd land, een territoriale entiteit van een vreemd land of een tussenpersoon in het buitenland.



§ 2. Tijdens die termijn vragen zij de toestemming van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd voor de samenwerking bedoeld bij § 1 overeenkomstig artikel 8, § 2, leden 1 en 2.

§ 3. De toestemming van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd, bedoeld bij § 2, wordt conform artikel 8, § 2, lid 3 gegeven. Indien het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd zijn akkoord niet betuigt over een of meer samenwerkingsverbanden bedoeld bij § 1, wordt er onmiddellijk een einde aan gesteld.

**Art. 18.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen wordt opgeheven.

**Art. 19.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 20.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector,  
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

L. ONKELINX

---

#### Bijlage I

Het medisch-socio-psychologisch onderzoek van het kind omvat :

- I. de gegevens die zijn identificatie toelaten;
- II. inlichtingen over :
  - 1° zijn ontwikkeling :
    - a) op lichamelijk vlak;
    - b) op psychisch, gevoels-, emotioneel vlak;
    - c) op intellectueel vlak;
  - 2° zijn huidige omgeving :
    - a) beschrijving van de plaats waar hij wordt opgevoed (bv : familiekring, instelling, enz);
    - b) toelichting over zijn opvoeding en zijn gewoonten (vb : religieus karakter, stricte uurregelingen, enz);
- III. het bewijs dat het principe van subsidiariteit, zoals bepaald bij artikel 4, § 1, lid 5, nageleefd wordt alsook de gegevens die toelaten te besluiten dat het juridisch statuut van het kind toelaat een procedure tot adoptie in te zetten;
- IV. de aanvoeling door het kind van zijn adoptie, zijn angstgevoelens, zijn verwachtingen;
- V. wanneer het een kind betreft dat in het buitenland verblijft, een recente foto van :
  - 1° het kind;
  - 2° zijn omgeving en zijn leefmilieu;
- VI. een verslag over zijn gezondheidstoestand waarin alle nuttige inlichtingen worden opgenomen over :
  - 1° zijn geboorte, inzonderheid : datum, plaats, gewicht, gestalte, schedelomvang, bijzondere neonatale omstandigheden;
  - 2° de gezondheidstoestand van het kind, inzonderheid :
    - a) vaccin tegen hepatitis B, tegen mazelen;
    - b) BCG, litteken BCG;
    - c) suikerziekte;
    - d) malaria;
    - e) HIV-test; werd hij reeds uitgevoerd ? op welke leeftijd ?
    - f) psycho-motorische ontwikkeling;
    - g) toestand van het zicht, het gehoor, het hart, de longen, de lever, de milt, het neurologisch stelsel;
    - h) trauma's, ongevallen;
    - i) leeftijd van het kind : aangegeven, geschat, werkelijk.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen.

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector,  
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

L. ONKELINX

---

#### Bijlage II

Het medisch-socio-psychologisch onderzoek van de oorspronkelijke ouders van het kind omvat :

- I. identificatiegegevens;
- II. inlichtingen over :
  - 1° hun socio-economisch milieu;
  - 2° hun gezondheid;
  - 3° de lichamelijke en psychische evolutie van :
    - a) het zwangerschap;
    - b) de geboorte;
    - 4° de redenen voor hun aanvraag.

I. Het document dat het de oorspronkelijke ouders die in België verblijven gemakkelijker moet maken de beleefde toestand onder woorden te brengen, omvat ten minste een verklaring waarin wordt bepaald dat :

- 1° zij niet wensen zelf het kind op te voeden;
- 2° zij het kind overlaten aan de adoptie-instelling om het aan kandidaat-adoptanten toe te vertrouwen;
- 3° zij beweren hun beslissing met kennis van zaken te hebben genomen;
- 4° zij zich ertoe verbinden het leven van het adoptie-gezin niet te storen.

II. In het document wordt nader bepaald dat :

- 1° bedoeld document niet geldt als toestemming voor de adoptie;
- 2° de toestemming slechts kan gegeven worden in aanwezigheid van de notaris of de vrederechter en, in het geval van pasgeboren kinderen, wanneer de Belgische wet van toepassing is, slechts na de tweede maand die volgt op de geboorte.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen.

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector,  
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

L. ONKELINX

—

### Bijlage III

A. Het medisch-socio-psychologisch onderzoek van de kandidaat-adoptanten omvat :

I. identificatiegegevens over de adoptie-ouders en de andere leefgenoten van de familie (bv. : grootouders,...);  
II. een medisch attest waaruit blijkt dat zij niet lijden aan dergelijke ziekten of handicaps dat het risico zou bestaan dat de gezondheid of de opvoeding van het kind in gevaar zou worden gebracht;

III. het bewijs dat zij voldoende ingelicht werden over :

- 1° de juridische gevolgen van de adoptie;
  - 2° de psychologische aspecten van de adoptie;
- IV. inlichtingen over :
- 1° hun beweegredenen wat de adoptie betreft;
  - 2° hun potentieel inzake inspelen op de behoeften van de adopteerbare kinderen in het algemeen;
  - 3° hun inkomsten, hun socio-economisch en cultureel milieu;
  - 4° hun huisvesting;
  - 5° hun opvattingen inzake opvoeding;
  - 6° hun reacties op de voorafbestaande fratrie en de naaste omgeving;

V. een recente foto van de familie.

B. Artikel 5 van het Verdrag van 29 mei 1993 inzake internationale samenwerking en de bescherming van kinderen op het gebied van interlandelijke adoptie :

De adopties bedoeld bij het Verdrag mogen slechts uitgevoerd worden indien de bevoegde autoriteiten van de opvang-staat :

- a) hebben vastgesteld dat de toekomstige adoptie-ouders bekwaam en bevoegd zijn om te adopteren;
- b) zich ervan hebben vergewist dat de toekomstige adoptie-ouders de nodige raadgevingen hebben gekregen; en
- c) hebben vastgesteld dat het kind toelating heeft of zal krijgen om permanent in deze Staat te verblijven.

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector,  
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

L. ONKELINX

—

### Bijlage IV

Wanneer de kandidatuur van de adoptie-ouders in aanmerking wordt genomen, sluit de adoptie-instelling met hen een overeenkomst die ten minste de volgende rubrieken omvat :

I. Verplichting van de adoptie-instelling ten aanzien van de kandidaat-adoptanten :

- 1° het dossier ijverig en eerlijk beheren;
- 2° schriftelijk alle nodige informatie bezorgen betreffende de voortgang van het dossier, op het verzoek van de kandidaat-adoptanten.

II. Verplichtingen van de kandidaat-adoptanten :

- 1° eerlijk de adoptie-instellingen inlichten over elk gegeven dat de beslissing van de multidisciplinaire ploeg kan beïnvloeden;
- 2° de voorbereiding volgen;
- 3° de begeleiding aanvaarden alsook elk later onderhoud dat de pluridisciplinaire ploeg nodig acht;
- 4° de overeengekomen bedragen betalen volgens de bepaalde modaliteiten;
- 5° geen contact hebben in de zin van artikel 7, § 2, lid 9;
- 6° de overeenkomst gesloten met de adoptie-instelling naleven.

III. Rechten van de kandidaat-adoptanten :

- 1° op de hoogte zijn van de voortgang van het dossier;
  - 2° de aanbieding van een ander kind aanvragen :
    - a) indien een kind hun niet meer kon toevertrouwd worden om overmachtsredenen (overlijden, willekeurige beslissing van de vreemde staat);
    - b) indien zij geldige redenen hebben om te vrezen dat het kind zich niet aan hun gezin zal kunnen aanpassen;
- Het bij artikel 10, § 2 bedoelde document maakt deel uit van de overeenkomst zelf.  
Handtekening, datum.
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen.

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector,  
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,  
L. ONKELINX

Bijlage V

Het jaarlijks activiteitenverslag omvat onder andere :

- 1° het aantal kandidaturen die werden :
    - a) ingediend, te weten deze waarover een informatie-onderhoud heeft plaatsgehad;
    - b) onderzocht, te weten deze waarover een socio-medisch-psychologische studie werd verwezenlijkt;
    - c) in aanmerking genomen, te weten deze waarover een overeenkomst werd gesloten tussen de adoptie-instelling en de kandidaat-adoptanten;
    - d) verworpen : de redenen van de verwerping worden vermeld;
    - e) de wachtlijst, d.i. het aantal kandidaten die in aanmerking werden genomen maar die op 31 december van het bij het verslag betrokken jaar nog moeten wachten;
  - 2° het aantal kinderen die aan een gezin werden toevertrouwd gedurende het jaar van het verslag; het aantal eenvoudige en volle adopties overgeschreven tijdens hetzelfde jaar, met vermelding of zij in België of in het buitenland werden uitgevoerd;
  - 3° de lijst van de landen van herkomst van de kinderen en hun opvanglanden;
  - 4° de lijst van de activiteiten inzake voortgezette opleiding;
  - 5° de benaming van de dienst of de persoon belast met de supervisie van de multidisciplinaire ploeg;
  - 6° de samenvatting van elke betekenisvolle gebeurtenis inzonderheid :
    - a) elke wijziging van de in artikel 2 bedoelde ploegen;
    - b) elke opzegging van een overeenkomst met kandidaat-adoptanten;
    - c) elke verandering in de internationale betrekkingen van de adoptie-instelling;
    - d) elke stopzetting of onderbreking van de samenwerking met een tussenpersoon in het buitenland;
  - 7° de evaluatie van het werk verricht door de tussenpersonen van de instelling in het buitenland;
  - 8° de vertaling van de wetwijzigingen betreffende de documenten doorgezonden overeenkomstig artikel 8;
  - 9° de interventies bij de oorspronkelijke ouders die in België verblijven overeenkomstig artikel 5.
- II. Op de individuele fiche worden de datums vermeld van de verschillende fasen van het dossier alsook de datums van de betalingen, de aard en het bedrag ervan :
- 1° datum van de aanvraag;
  - 2° datum van het onderhoud ter inlichting;
  - 3° datum van elk van de vier gesprekken bedoeld bij § 2 van artikel 7 :
    - a) datum van betaling van de kosten voor de opening van het dossier en hun bedrag;
    - b) datum van betaling van de erelonen van de psycholoog en de arts en hun bedrag;
  - 4° datum van de vergadering van de multidisciplinaire ploeg bedoeld bij § 2, lid 3 van artikel 7;
  - 5° datum van de mededeling van de beslissing waarbij uitspraak wordt gedaan over de kandidatuur en datum van het onderhoud desgevallend aangevraagd door de kandidaat-adoptanten;
  - 6° datum van de overeenkomst tussen de adoptie-instelling en de kandidaat-adoptanten;
  - 7° datum van de betaling van het forfaitair bedrag voor beheerskosten en het bedrag ervan;
  - 8° datum en thema's van elke voorbereidingsvergadering bedoeld bij § 3 van artikel 7, bedrag van de kosten geëist voor elke vergadering en datum van de betaling ervan;
  - 9° datum van de bezoeken die de minimale verplichte begeleiding uitmaken, bedoeld bij § 4 van artikel 7, bedrag van de kosten geëist voor elke vergadering en datum van de betaling ervan;
  - 10° lijst van de andere werkelijke kosten, bedrag van elke kostprijs en datum van de betaling ervan;
  - 11° datum van de aankomst van het kind bij de adoptanten;
  - 12° voor een adoptie gedaan in België, de datum van de overschrijving van het vonnis van eenvoudige of volle adoptie; voor een adoptie uitgevoerd in het buitenland, de datum van de definitieve buitenlandse wettelijke beslissing, eenvoudig of vol, de datum van de overschrijving in de registers van de burgerlijke stand van de buitenlandse wettelijke beslissing en, desgevallend, van de geboorte-akte in het buitenland, ofwel de datum van de overschrijving van het nieuwe vonnis over de eenvoudige of volle adoptie uitgesproken in België;
  - 13° zo nodig, de redenen van het ontbreken van de overschrijving van de wettelijke beslissing van adoptie en de overwogen oplossingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen.

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector,  
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,  
L. ONKELINX